

déclarer des embargos, mais également d'effectuer un suivi après leur mise en vigueur.

Il a été suggéré que des images choc de l'impact des armes légères soient utilisées pour générer un soutien à leur contrôle. La campagne contre les mines terrestres a utilisé de telles images avec des résultats concluants.

Bon nombre de démocraties émergentes (comme en Europe de l'Est) comptent sur les gains en devises convertibles provenant des exportations d'armes légères. Nous devons penser à avoir recours à la réforme et à l'aide économiques pour mettre fin à cette dépendance. Trouver des solutions de remplacement constitue une tâche vitale.

Par le passé, certains pays ont suggéré que le désarmement conventionnel ne devrait pas se produire avant le désarmement nucléaire. Heureusement, le lien avec les questions relatives aux armes légères et au désarmement nucléaire a été, en pratique, éliminé des forums internationaux.

Il nous faut nous pencher sur la manière dont les entreprises cherchent à éviter les restrictions commerciales en ayant recours à la production sous licence dans les pays en développement.

Pour les ONG, il existe un livre excellent sur cette question : *Running Guns: the Global Black Market in Small Arms*.

On trouve une majorité de femmes dans les ONG qui cherchent à imposer le contrôle du commerce des armes légères.

Les ONG du Sud ont besoin d'aide financière pour se rendre aux Nations Unies et faire part de leurs expériences et points de vue.

*Project Ploughshares* a fait figure de pionnier dans ce secteur d'intérêt.

Le processus de l'Irlande du Nord offre d'importantes leçons. Nous devons non seulement nous pencher sur le désarmement, mais également sur la démobilisation et la réintégration. Nous devons situer la question du contrôle dans un contexte plus vaste. Lors de la ratification d'un accord de paix, il doit y avoir une entente détaillée, spécifique et largement intégrée en matière de désarmement. En Irlande du Nord, ils ont essayé d'esquiver cette exigence, pour s'apercevoir qu'il n'y a pas d'accord réel si la question du désarmement n'est pas réglée. Il y a de nombreux points communs entre l'expérience de l'Irlande du Nord et l'expérience africaine.

La cohérence des politiques au sein du gouvernement, en particulier sur cette question et en général sur la question de la sécurité humaine, doit faire l'objet d'un remaniement majeur. Les ministères devraient avoir des stratégies coordonnées. L'ACDI et le MAECI ne devraient pas travailler à contre-courant.

Il est impossible d'interdire toutes les armes. Des outils peuvent devenir des armes. Par conséquent, il nous faut également nous pencher sur la prévention de la violence.